

SYNTHÈSE DE

L'ÉTAT DE SITUATION

DE L'ECONOMIE SOCIALE

EN GASPESIE ET AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Par

Josée Kaltenback

pour

**Comité régional d'économie sociale
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
(CRES)
novembre 1999**

Introduction

Dans tous les secteurs d'activités socio-économiques des initiatives en économie sociale sont présentes et peuvent émerger. Ces initiatives, à la différence des entreprises du secteur privé, font appel à une prise en charge collective d'un besoin social. Ceci se matérialise par la création d'emplois, la formation des travailleurs-ses, l'amélioration de services dans la collectivité, des retombées économiques. Ces organisations renforcent le tissu social : elles préviennent les problèmes de santé liés au sous-emploi chronique, elles sont gérées collectivement et les profits sont réinvestis localement. Elles renforcent le sentiment d'appartenance et le pouvoir d'agir dans son milieu. Elles sont complémentaires aux services publics et privés.

L'économie sociale correspond à une façon de développer notre milieu : ce n'est pas un programme de support financier géré par un organisme gouvernemental ou paragouvernemental.

1. Mais qu'est-ce que l'économie sociale?

Le concept d'économie sociale est apparu dans le discours officiel en 1995 au Québec, mais la réalité qu'il englobe s'ancre au siècle dernier. L'économie sociale se caractérise par la prise en charge collective de besoins sociaux non comblés. Ainsi, à chaque époque, les populations se sont prises en main pour répondre à des besoins non répondus autrement : sociétés d'entraide et mutuelles d'assurance en milieu ouvrier à la fin du siècle dernier, coopératives agricoles et caisses d'épargne et de crédit au début du siècle, comités de citoyennes et de citoyens à partir des années 60, groupes communautaires dans les années 80. Durant cette période jusqu'à nos jours, en réponse à la crise de l'emploi et à l'exclusion croissante, foisonnent aussi des initiatives qui combinent de façon formelle objectifs économiques et sociaux : coopératives de production, coopératives de travailleuses et travailleurs actionnaires, groupes qui soutiennent les jeunes et les femmes dans leurs démarches pour intégrer le marché du travail, entreprises d'insertion, cercles d'emprunt, etc.¹

La caractéristique de la période actuelle est la récupération du concept d'économie sociale par le gouvernement comme un moyen de tempérer l'impact des transformations socio-économiques que nous vivons.

Définition de l'économie sociale

LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE REGROUPE L'ENSEMBLE DES MOUVEMENTS COOPÉRATIFS ET CELUI DES ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF DONT LES ACTIVITÉS, ISSUES DE L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF,

¹ tiré de Fortin Lise, Pour l'orientation régionale du développement et de la consolidation de l'économie sociale en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, document d'information préparatoire aux rencontres de consultation par MRC, automne 1999.

S'ORDONNENT AUTOUR DES PRINCIPES ET RÈGLES DE FONCTIONNEMENT SUIVANTS² :

1. l'entreprise ou le projet de l'économie sociale a pour **finalité de servir ses membres ou la collectivité** plutôt que de simplement engendrer des profits ou viser le rendement financier;
2. elle a une **autonomie de gestion** par rapport à l'État;
3. elle intègre dans ses statuts et façons de faire un **processus démocratique** impliquant usagers et usagers, travailleuses et travailleurs;
4. elle défend la **primauté des personnes et du travail sur le capital** dans la répartition de ses surplus et revenus;
5. elle fonde ses activités sur les principes de la **participation**, de la **prise en charge** et de la **responsabilité individuelle et collective**.

ENJEUX ET ORIENTATIONS REGIONALES

En septembre et octobre 1999, le CRES effectuait une tournée de consultation régionale afin

- de se doter d'une vision commune de l'économie sociale,
- définir une orientation régionale de l'économie sociale,
- d'intégrer l'économie sociale à la planification stratégique du CRCDD.

Plus de 150 personnes ont participé aux rencontres et les enjeux retenus dans le cadre de l'état de situation sont directement liés aux consensus dégagés.

Dans un contexte où les constats d'appauvrissement de la population, de vieillissement de la population, du faible taux de scolarité de la population, de l'exode des jeunes, du manque de formation à l'emploi, sont notre lot, l'économie sociale peut nous permettre d'envisager collectivement notre avenir d'une façon différente et de tenir compte dans nos choix de développement de la réalité et des besoins de la population.

Dans une région ressource comme la Gaspésie et les Îles où il y a peu de tradition de deuxième et troisième transformations, où les ressources naturelles ont été exportées brutes plus souvent qu'autrement, l'application du concept d'économie sociale devient une opportunité de s'approprier collectivement la ressource.

Dans une région comme la nôtre où une grande partie de la population est exclue du marché du travail, il y a lieu d'explorer de nouvelles façons de faire.

² Chantier de l'économie sociale, 1996.

1. L'économie sociale : une finalité sociale rentable

La finalité sociale est fondamentale dans une initiative ou une entreprise d'économie sociale ; celles-ci doivent être viables socialement et financièrement. Le notion de rentabilité économique doit être évaluée à la lumière de la mission sociale ce qui signifie qu'une entreprise d'économie sociale peut être plus ou moins rentable financièrement (sur la base de ses propres revenus) selon son activité. Certains organismes ou entreprises répondent par leur mission à des besoins peu rentables économiquement. Ces organisations peuvent cependant être viables par un montage financier qui inclut la participation récurrente de diverses organisations gouvernementales, publiques ou privées, des revenus auto-générés. Pensons aux corporations d'aide à domicile, aux transports en commun, au recyclage, aux ateliers protégés par exemple. Ces organisations sont très rentables socialement : par le service qu'elles offrent, par la création d'emplois durables, par l'accès au marché du travail de personnes sans emploi, par l'amélioration de la qualité de vie de la population.

Le financement de l'économie sociale peut donc provenir de sources de financement publiques, privées, et de l'autofinancement. Et la rentabilité financière de l'organisation se mesure à la viabilité résultant de l'ensemble de ses sources de revenus.

APPORT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE	
Plan collectif	Exercice de la démocratie – gestion collective Mobilisation de divers acteurs locaux Appropriation collective de la ressource Amélioration de la capacité d'entrepreneurship Répond aux besoins définis par la communauté
Plan social	Réponse à des besoins non comblés, autant sur les plans culturels, sociaux qu'environnementaux Amélioration des services à la population - amélioration de la qualité de vie Prévention de problèmes sociaux Développement durable et respect de l'écosystème Prise en charge d'un milieu par lui-même Innovation
Plan économique	Consolidation et création d'initiatives et d'entreprises Création d'emplois durables (récurrents), formateurs et valorisants Retombées économiques dans le milieu

2. L'économie sociale : présente dans tous les secteurs d'activités

L'économie sociale est multisectorielle, elle ne réfère pas à un secteur d'activités en particulier. Ce qui la caractérise c'est l'approche proposée : un modèle de développement économique alternatif (gestion collective - exercice de la démocratie) où l'humain prime sur le profit monétaire et où la solidarité d'un milieu est nécessaire. L'économie sociale inclut dans son sens large toutes les organisations à but non lucratif et les coopératives, dont les activités sont orientées par la mission sociale. L'économie sociale dans son sens large est donc bien ancrée dans notre région. C'est un apport qu'il faut reconnaître :

- dans des actions de prise en charge des besoins sociaux non répondus par l'État et assumées par des organismes communautaires;
- par des actions menées par des comités de développement local qui se donnent des outils pour renforcer leur communauté;
- par l'action des coopératives de solidarité, de travailleurs, de production ou de services.

Lors de la tournée du CRES, les problématiques des jeunes, de la pauvreté, de la formation, de l'achat local sont ressorties. Les idées d'initiatives énoncées par les participants-es furent variées selon les MRC outre la question du recyclage et des ressourceries qui a été mentionnée partout. On a identifié autant le secteur agricole que le tourisme, la deuxième et troisième transformations, la culture et le patrimoine, le transport en commun, l'agro-forestier, le logement social, le domaine de la santé et des services sociaux (réf. compte-rendu de la tournée du CRES, septembre-octobre 1999).

Il est apparu clairement que les organismes communautaires ne se sentent pas partie prenante de la façon dont le gouvernement intègre actuellement l'économie sociale car celui-ci réfère d'abord à la notion entrepreneuriale et à une exigence de tarification. La dimension économique n'est pas au coeur de la mission des organismes communautaires qui revendiquent l'accessibilité des services, la gratuité et l'universalité. Le CRES appuie les organismes communautaires dans leur revendication d'obtenir un financement de base adéquat par les ministères concernés.

Enjeux et orientations

Nous avons regroupé l'ensemble des préoccupations sous forme d'enjeux et d'orientations pour la région et pour le CRES.

Les enjeux identifiés pour la consolidation et le développement de l'économie sociale sont :

- 1^e Partager une vision commune de l'économie sociale en Gaspésie et aux Îles.
- 2^e Reconnaissance de l'économie sociale comme levier de développement socio-économique par l'ensemble des secteurs d'activité.
- 3^e Assurer la pérennité du développement de l'économie sociale par le support adéquat aux initiatives.
- 4^e Que l'économie sociale devienne un lieu d'expérimentation et de recherche régional.
- 5^e Faire reconnaître nos spécificités au national.

Dans la synthèse, nous avons mis l'accent sur trois des cinq enjeux identifiés. De plus, cinq balises à respecter dans l'orientation de l'économie sociale ont fait l'objet de discussions lors de la tournée. Ces balises contribuent à préciser notre vision commune.

1^e Enjeu : Partager une vision commune de l'économie sociale en Gaspésie et aux Îles. Balises régionales pour l'appui aux initiatives d'économie sociale.

<p>1. Favoriser des initiatives qui donnent réponse aux besoins de la population et dont la mission sociale oriente les priorités d'action. La mission sociale ou la finalité sociale est ressortie comme élément fondamental pour qu'une initiative ou entreprise soit considérée comme économie sociale.</p>	<p><u>Indicateurs possibles de rentabilité sociale</u> : contribution de ces organismes ou entreprises à l'amélioration de la qualité de vie du milieu; mobilisation du milieu; importance accordée par les entreprises et organismes à la formation des travailleuses et travailleurs rémunérés ou des bénévoles; réponse aux besoins de services et d'activités de la collectivité, prévention de problèmes sociaux etc.</p>
<p>2. Favoriser des initiatives et des entreprises qui offrent des emplois de qualité et durables (récurrents). Les emplois consolidés ou créés doivent permettre d'être au-dessus du seuil de pauvreté.</p>	<p>La notion d'<u>emploi de qualité</u> est questionnante dans notre contexte régional. L'emploi est rare et le fait d'avoir un emploi est perçu comme une plus value au départ. Il y a consensus sur la nécessité de porter une attention particulière à la qualité des emplois ce tant en terme de formation, de valorisation, de conditions de travail que monétaire. La notion d'<u>emploi durable</u> est aussi à préciser dans notre contexte régional. Nous devons régionalement pousser la réflexion et définir ce qu'est le plein emploi. <i>L'économie sociale ne doit pas être perçue comme un programme d'employabilité ni devenir un ghetto d'emplois sous-payés.</i></p>
<p>3. Exiger que les initiatives respectent l'écosystème dans une approche de développement durable de nos ressources.</p>	<p>Par développement durable on entend un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs propres besoins. (Commission mondiale sur l'environnement et le développement, 1997)</p>
<p>4. Favoriser des initiatives qui créent ou consolident des emplois dans le respect des règles du libre marché et du respect des responsabilités de l'État.</p>	<p>Encourager les initiatives qui ne veulent pas se substituer à l'État pour offrir les mêmes services à un coût moindre (substitution d'emplois) et qui ainsi appuieraient le désengagement de l'État. Encourager les initiatives qui ne créent pas de concurrence déloyale. Ceci dit une concurrence saine est bénéfique pour un milieu et la concurrence n'est pas à exclure.</p>
<p>5. Appuyer les initiatives qui respectent le droit d'accès pour tous et toutes aux services de santé, d'éducation, de justice etc. L'État est responsable du respect des droits fondamentaux d'accès pour tous et toutes aux services de santé, d'éducation et de justice, etc. Il est responsable de la répartition de la richesse collective.</p>	<p>La tarification exigée par le gouvernement dans le cadre de ses programmes d'aide à l'économie sociale peut limiter l'accessibilité aux services. C'est donc avec une vigilance extrême que cet aspect doit être évalué. En contre partie, dans un contexte de désengagement, il faut aussi être vigilant pour se positionner en concurrence avec le secteur privé pour des services d'utilité publique.</p>

2^e Enjeu : Assurer la pérennité du développement de l'économie sociale : reconnaître comme levier de développement et supporter les initiatives.

<p>Promotion de l'économie sociale dans sa globalité. Promotion de l'économie sociale auprès de différents acteurs publics et privés. Développer un discours constructif. Valoriser la finalité sociale à travers l'action économique.</p>	<p>L'économie sociale est un concept en développement. Il est méconnu et risque d'être utilisé selon les intérêts des acteurs dominants : aspect économique prépondérant pour les uns, sous-traitance de services publics dans d'autres cas. Il y a risque que la rentabilité économique prenne le dessus sur la rentabilité sociale car elle plus facile à mesurer; il est plus simple d'appliquer la grille d'évaluation de projets d'entreprise traditionnelle.</p>
<p>S'assurer que les initiatives et entreprises bénéficient de ressources (techniques, humaines et financières) spécifique à leur approche</p>	<p>Peu de programmes visent la consolidation des initiatives et entreprises d'économie sociale</p>
	<p>Par leur nature même ces entreprises ou initiatives nécessitent un apport soutenu de fonds publics après leur phase de démarrage.</p>
	<p>Le mandat des centres locaux de développement (CLD) est de supporter des entreprises d'économie sociale rentables ou qui peuvent démontrer leur rentabilité à court terme. Ils disposent d'une enveloppe minime pour l'économie sociale et cette enveloppe est intégrée à même le budget de fonctionnement de l'organisation, donc non dédiée.</p>
	<p>L'approche en gestion collective n'est pas reconnue et se bute aux approches traditionnelles entrepreneuriales.</p>

3^e Enjeu : Que l'économie sociale devienne un lieu d'expérimentation et de recherche régional

Soutenir la recherche développement et l'expérimentation en économie sociale. Créer un groupe de réflexion et de prospection (veille stratégique) où seraient approfondies les notions de travail rémunéré, de répartition de la richesse, de réforme de la fiscalité dans notre contexte particulier; où l'innovation et de nouveaux créneaux de développement seraient suscités.

La tournée a permis de cibler une préoccupation commune à toutes les MRC : l'innovation. Plusieurs thèmes ont été abordés tournant autour de la recherche-développement : les nouveaux créneaux de développement, la réflexion sur notre définition de plein emploi, la révision de la fiscalité.

Conclusion

L'économie sociale repose sur une économie locale et humaine. Elle crée des emplois, suscite la mobilisation. Il y a à travers ce concept une possibilité de réfléchir aux impacts des transformations socio-économiques actuelles, d'expérimenter, d'innover. Notre région est immense, riche et les personnes qui l'habitent veulent y demeurer. Le fait d'habiter un territoire peu peuplé a des avantages. La synergie peut s'opérer autour de projets mobilisateurs.

L'économie sociale est un concept en évolution. La région a le pouvoir d'influencer le gouvernement afin que celui-ci reconnaisse sa responsabilité dans ce vaste domaine et le soutienne adéquatement. Les pièges sont présents : le désengagement de l'État face à ses propres responsabilités, les préjugés d'acteurs socio-économiques à propos d'initiatives qui ne cadrent pas avec les normes traditionnelles de l'entrepreneurship, la perception de l'économie sociale réduite à un programme d'emploi ou d'aide gouvernementale, la création de ghettos d'emplois.

Dans un contexte où de plus en plus de personnes sont exclues du marché du travail, l'économie sociale est une des façons de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie de la population et de contribuer à son développement économique.

Le CRES recommande donc³ :

Que les balises proposées pour l'appui aux initiatives d'économie sociale soient partagées par l'ensemble des intervenants socio-économiques.

Que l'économie sociale soit reconnue et supportée comme levier de développement socio-économique pour la région et qu'en ce sens, dans le cadre de la planification stratégique, tous les secteurs d'activités économiques fassent une place à l'économie sociale dans leur planification respective.

Que l'économie sociale devienne un lieu d'expérimentation et de recherche régional.

³ Pour un portrait plus détaillé de l'état de situation de l'économie sociale dans la région, vous pouvez vous procurer le document complet ainsi que le compte-rendu de la tournée du CRES en communiquant avec le CRCDD. références : Kaltenback Josée, L'État de situation de l'économie sociale en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, CRES, novembre 1999, 25 p.

Fortin Lise, Comptes-rendus des rencontres de consultation par M.R.C. par le Comité régional d'économie sociale Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, automne 1999.